



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 4 SEPTEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 4TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Côté Bros & Burritt Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1943, constituant en corporation: Frédéric Noël Jodry, constructeur de moulins et électricien, Emile Jodry, comptable, Victor Jodry, employé de banque, Charlemagne Jodry, machiniste, Mlle Eliose Côté et Mlle Albertine Côté, celles-ci toutes deux fille majeures, tous de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à construire et manifester et négocier et entreprendre l'érection et l'installation d'ascenseurs, monte-charges et grues pour les passagers et le fret; faire le commerce de marchands et manufacturiers de matériel d'usine, moteurs et autre machinerie, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, métallurgistes, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, mécaniciens, fondeurs, constructeurs et électriciens, sous le nom de "Côté Bros & Burritt Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Côté Bros & Burritt Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1943, incorporating: Frédéric Noël Jodry, millwright and electrician, Emile Jodry, accountant, Victor Jodry, bank employee, Charlemagne Jodry, machinist, Delle Eliose Côté and Delle Albertine Côté, the last two both spinsters of the full age of majority, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of builders and manufacturers and dealers in and contractors for the erection and installation of elevators, lifts and hoists for passengers and freight; as dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, toolmakers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, smelters, builders and electricians, under the name of "Côté Bros & Burritt Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4374 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4374-o Assistant Deputy Attorney General.

"Dubois & Lamontagne Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1943, constituant en corporation: Joseph-Lévi Lamontagne, marchand, Robert Dubois, industriel, et Marcel Bélanger, commis, tous trois de Charny, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce des produits de la forêt sous toutes leurs formes et dans toutes leurs spécialités, comme exploitants de bois, agents, expéditeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, manufacturiers, entrepreneurs, marchands de gros et de détail des dits produits;

Exercer l'industrie de la construction générale, tant pour eux-mêmes que pour d'autres, à l'entreprise ou autrement, sous le nom de "Dubois & Lamontagne Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Charny, dans le district de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4375-o P. FRENETTE.

"Dubois & Lamontagne Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1943, incorporating: Joseph-Lévi Lamontagne, merchant, Robert Dubois, manufacturer, and Marcel Bélanger, clerk, all three of Charny, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in forest products under all the forms and all the specialties thereof, as lumber merchants, agents, shippers, purchasers, sellers, exporters, importers, manufacturers, contractors for, wholesale and retail merchants of the said products;

To carry on a general building business, both for itself and for others, whether by the job or otherwise, under the name of "Dubois & Lamontagne Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Charny, in the District of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4375 Assistant Deputy Attorney General.

"Fine Art Flower Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1943, constituant en corporation: Louis Rohrliek, avocat, William Kalmanasch, manufacturier, et Sara Rubin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce de manufacturier, en gros, et marchands détaillants et trafiquants, exportateurs et importateurs de toutes sortes de fleurs artificielles, plantes artificielles, feuilles artificielles, décorations artificielles, pots de fleurs, nouveautés et ornements de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Fine Art Flower Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4376 P. FRENETTE.

"Fine Art Flower Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1943, incorporating: Louis Rohrliek, advocate, William Kalmanasch, manufacturer, and Sara Rubin, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturer, wholesale, and retail dealers and jobbers, exporters and importers in all kinds of artificial flowers, artificial plants, artificial leaves, artificial decorations, flower pots, novelties and ornaments of every kind and description, under the name of "Fine Art Flower Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4376-o Assistant Deputy Attorney General.

"Garrigan Wood Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1943, constituant en corporation: Ivan Sabourin, avocat et conseil

"Garrigan Wood Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1943, incorporating: Ivan Sabourin, advocate and King's Counsel, Horace Boutin,

en loi du Roi, Horace Boutin, comptable, et Hortense Sabourin, fille majeure, sténographe, tous de la cité de St-Jean, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et s'occuper par tous moyens ou manières quelconques du commerce d'ébénisterie, sculpture sur bois, rembourrage et de celui qui consiste à manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir et préparer pour le marché et de vendre en gros et/ou en détail, mettre sur le marché, exporter, transporter, emmagasiner, distribuer et autrement disposer de, négocier et faire le commerce d'articles et choses dans lesquels le bois est utilisé et plus particulièrement dans les portes et chassis, boîtes en bois, échelles, escaliers, lampes, jouets, patrons, talons en bois, meubles, appliques, traîneaux, toboggans, skis, mannequins et articles en bois de toutes sortes et descriptions;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement mettre à profit toutes sortes de bois de charpente brut et fini, bois de service et bois de pulpe et tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Garrigan Wood Products Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Jean, district d'Iberville, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4377 P. FRENETTE.

"Intercity Airlines Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1943, constituant en corporation: Herbert James Curtis, de St-Lambert, vice-président et trésorier, Provincial Transport Co., Raymond George Perry, de la cité de Montréal, gérant du "Travellers' Bureau, Provincial Transport Co.," et Roch Tremblay, avocat, de l'Ile Perrot Nord, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Transporter dans toute partie de la province de Québec, par avion, dirigeable ou autres moyens de transports, des passagers, du fret, des valeurs et des marchandises de toute nature et description y compris la malle étrangère et domestique;

Faire de la photographie aérienne, en faire le commerce et en faire des cartes géographiques et manufacturer, faire usage et faire le commerce de tout accessoire y connexe, sous le nom de "Intercity Airlines Company", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille dollars (\$90,000), divisé en dix-huit mille (18,000) actions de cinq dollars (\$5) chacune.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de six directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuf août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4378 P. FRENETTE.

"Le Camp de Santé du Comté de Drummond"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

accountant, and Hortense Sabourin, spinster, stenographer, all of the City of St. Johns, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in any way or manner whatsoever the business of cabinet making, wood carving, upholstering and of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and/or retail, marketing, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of trading in and dealing with articles and things whereof wood is used and more particularly, sashes and doors, wooden boxes, ladders, stairs, lamps, toys, patterns, wooden heels, furniture, fixtures, sleighs, toboggans, skis, mannequins and woodenware of all kind and description;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of rough and finished lumber, timber and pulp woods and all products and by-products of same, under the name of "Garrigan Wood Products Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of St. Johns, in the District of Iberville, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4377-o Assistant Deputy Attorney General.

"Intercity Airlines Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1943, incorporating: Herbert James Curtis, of St. Lambert, Vice-President and Treasurer, Provincial Transport Co., Raymond George Perry, of the City of Montreal, Manager of the Travellers' Bureau, Provincial Transport Co., and Roch Tremblay, Advocate, of Ile Perrot Nord, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To transport in any part of the Province of Quebec, by aircraft, dirigible or other means of transportation, passengers, freight, securities, and articles of merchandise of every nature and description including foreign and domestic mail;

To take, deal in aerial photography and make geographical maps thereof and manufacture, use and deal in all equipment incidental thereto, under the name of "Intercity Airlines Company" with a total capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into eighteen thousand (18,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The affairs of the Company shall be managed by a Board of six directors.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4378-o Assistant Deputy Attorney General.

"Le Camp de Santé du Comté de Drummond"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'août 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Edmond Dansereau, dentiste, Rév. L. Béliveau, prêtre, Alberta Chabot, représentant local, Bell Telephone, Dr Jean-Marc Morin, D.H.P., médecin hygiéniste, Dr J.-E. Marcell, M.V., inspecteur d'hygiène, Paul Galaise, contre-maître à la Drummondville Cotton Co., tous de Drummondville, et Henri-Paul Précourt, trésorier de l'Union St-Joseph de Drummondville, de la Ville St-Joseph-de-Grantham, tous dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, aménager, entretenir et administrer un ou des camps d'été ou colonies de vacances pour garçons et fillettes, dans le but d'améliorer leur santé, sous le nom de "Le Camp de Santé du Comté de Drummond".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Drummondville, comté de Drummond, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4379-o P. FRENETTE.

"Rodeca Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour d'août 1943, constituant en corporation: Arthur Décary, de la cité de Montréal, Jean Lanctôt, de Belœil sur Richelieu, tous deux pharmaciens, et Joseph-Hector Brodeur, négociant, de la cité d'Outremont, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de pharmaciens manufacturiers et à cette fin importer, exporter, entreposer, acheter, vendre, manufacturer, fabriquer, négocier toutes sortes de substances chimiques ou pharmaceutiques, remèdes, drogues, médicaments brevetés, les produits nécessaires ou utilisés dans la fabrication, préparation, amélioration, ou toutes substances ou articles sans aucune exception pouvant se fabriquer dans un laboratoire ou se vendre dans une pharmacie, et faire toutes affaires ou transactions se rapportant aux objets ci-dessus, soit comme fabricants, manufacturiers, marchands en gros, détaillants, agents ou négociants, pourvu que rien de contenu dans les présentes ne soit interprété de manière à permettre à cette compagnie de violer les dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec;

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer ou autrement acquérir, détenir, posséder, échanger, céder, transférer, vendre, exporter ou autrement aliéner, négocier des instruments de chirurgie et de laboratoire, des appareils de physiothérapie, d'électrothérapie, de rayons X, de fourniture et d'ameublements d'hôpitaux et de salles d'opérations, d'appareils de stérilisation, de trousses, de ceintures abdominales, de bandages de toutes sortes et en tout matériel; des appareils de photographie et en un mot tous articles et objets qui peuvent être utilisés dans les hôpitaux ou par des médecins, pharmaciens, photographes, radiologistes et chimistes, sous le nom de "Rodeca Inc." avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Edmond Dansereau, dentist, Rev. L. Béliveau, Priest, Alberta Chabot, local representative, Bell Telephone, Dr. Jean-Marc Morin, D.P.H., physician-hygienist, Dr. J. E. Marcell, V. S., inspector of hygiene, Paul Galaise, foreman at the Drummondville Cotton Co., all of Drummondville, and Henri Paul Précourt, treasurer of "L'Union St-Joseph de Drummondville", of the Town of St-Joseph-de-Grantham, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To found, equip, maintain and manage one or more freshair camps or summer colonies for boys and girls, with a view to improving their health, under the name of "Le Camp de Santé du Comté de Drummond".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Drummondville, County of Drummond, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4379 Assistant Deputy Attorney General.

"Rodeca Inc."

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1943, incorporating: Arthur Décary, of the city of Montreal, Jean Lanctôt, of Belœil sur Richelieu, both pharmacists, and Joseph Hector Brodeur, dealer, of the city of Outremont, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing pharmacists and for this purpose to import, export, store, buy, sell, manufacture, make, deal in all kinds of chemical or pharmaceutical substances, remedies, drugs, patent medicines, the products required or used in the making, preparing, improving of same, or all substances or articles without any exception which may be manufactured in a laboratory or sold in a pharmacy, and to carry on any business or transactions connected with the foregoing objects, either as makers, manufacturers, wholesalers, retailers, agents or dealers, provided that nothing herein contained shall be interpreted as permitting the said company to violate the provisions of the Quebec Pharmacy Act;

To purchase, make, manufacture, import or otherwise acquire, hold, own, exchange, assign, transfer, sell, export or otherwise dispose of, deal in surgical and laboratorial instruments, physiotherapeutical, electrotherapeutical and X-ray apparatus, furniture and equipment for hospitals and operating rooms, sterilizing equipment, trusses, abdominal belts, bandages of all kinds and of all materials; photographic supplies and in one word all articles and objects which may be used in hospitals or by physicians, pharmacists, photographers, radiologists and chemists, under the name of "Rodeca Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4380-o P. FRENETTE.

"The Bowl-O-Drome Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'août 1943, constituant en corporation: Anastasios Varvarikos et Zafarides Varvarikos, tous deux restaurateurs, et Joseph-Arthur Gendron, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire, encourager, promouvoir, aider de toute manière l'exercice et la conduite de toutes sortes de jeux, sports et exercices légitimes, amateurs ou professionnels;

Acheter, prendre à bail, louer ou acquérir autrement, ou détenir des terrains ou édifices pour fins de parcs, sports, récréations, amusements et divertissements, et procurer des terrains, parcs et autres lieux pour faire de l'équitation, des promenades en voiture, la chasse, des courses de chevaux, du golf et du polo, construire des maisons de Club, et des estrades, échoppes, écuries, chenils, paddocks, salles de rafraîchissements et autres constructions, édifices et commodités soit de nature permanente ou temporaire, sous le nom de "The Bowl-O-Drome Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4381-o P. FRENETTE.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Nicolet, Cour Supérieure, N° 1475. Dame Clarenne Béliveau, domiciliée et résidant à Ste-Gertrude, district de Nicolet, épouse commune en biens de Georges Béliveau, cultivateur, domicilié à Ste-Gertrude, district de Nicolet, demanderesse; vs Georges Béliveau, de Ste-Gertrude, district de Nicolet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Nicolet, ce 25ième jour d'août 1943.

Les procureurs de la demanderesse,
4383-o GAUDET & VIGEANT.

Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 3870. Marie Duhaut, épouse commune en biens d'Arthur Séguin, comptable, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs son dit mari, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Coaticook, le 26 août 1943.

Le procureur de la demanderesse,
4384-o J. C. SAMSON.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4380 Assistant Deputy Attorney General.

"The Bowl-O-Drome Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1943, incorporating: Anastasios Varvarikos and Zafarides Varvarikos, both restaurant-keepers, and Joseph-Arthur Gendron, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct, encourage, promote, aid in any manner the practising and carrying on of all kinds of legitimate games, sports and exercises, whether amateur or professional;

To purchase, take on lease, hire or otherwise acquire or hold lands or buildings intended for parks, sports, recreation, amusement or pastimes, and to procure lands, parks and other premises for horse-riding, carriage driving, hunting, horse-racing, golf and polo, to build club houses, and stands, shops, stables, kennels, paddocks, refreshment rooms and other constructions, buildings and conveniences, either of a permanent or temporary nature, under the name of "The Bowl-O-Drome Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4381 Assistant Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Nicolet, Superior Court, No. 1475. Dame Clarenne Béliveau, of Ste-Gertrude, district of Nicolet, wife common as to property of Georges Béliveau, cultivator, of Ste-Gertrude, district of Nicolet, Plaintiff; vs Georges Béliveau, of Ste-Gertrude, district of Nicolet, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted this day, in this case.

Nicolet, the 25th of August 1943.

GAUDET & VIGEANT,
4383-o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of St. Francis, in the Superior Court, No. 3870. Marie Duhaut, wife common as to property of Arthur Séguin, accountant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs her said husband, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Coaticook, August 26th 1943.

J. C. SAMSON,
4384-o Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, N° 3831. Dame Philomène Castonguay, épouse de Jean-Baptiste Guillemette, de lieux inconnus, demanderesse; vs Jean-Baptiste Guillemette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 2ième jour d'août 1943.

Sherbrooke, le 27 août, 1943.

Le procureur de la demanderesse,
BENOIT TURMEL.

4385-o

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 3831. Dame Philomène Castonguay, wife of Jean-Baptiste Guillemette, from parts unknown, plaintiff; vs Jean-Baptiste Guillemette, defendant.

An action for separation as to property was taken on the 2nd day of August, 1943.

Sherbrooke, August 27, 1943.

BENOIT TURMEL,
Attorney for plaintiff.

4385-o

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes
Chapitre 98, S.R.Q. 1941

FORME 1

1—(Article 8)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis.

Avis public est, par les présentes, donné, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie Belletterre Quebec Mines, Limited, de la ville de Belletterre, du comté de Témiscamingue, se propose de demander l'autorisation de construire un barrage en béton et une usine d'énergie électrique d'une capacité de 2800 chevaux-vapeurs sur le cours d'eau connu comme étant la rivière Winneway, lequel traverse le lot 53, rang 8, canton de Devlin, comté de Témiscamingue.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis de ces travaux indiquant l'emplacement choisi pour la construction d'iceux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Témiscamingue à Ville-Marie, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED,
4367-35-4 Belletterre, Québec.

Miscellaneous Notice

Water-Course Act
Chapter 98, R.S.Q. 1941

FORM 1

1—(Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act that the Belletterre Quebec Mines, Limited, of the town of Belletterre, of the county of Témiscamingue, intends to apply for authorization to have constructed a concrete dam and power house having a capacity of 2800 Horse Power, on the water course known as the Winneway River, which flows through Lot 53, Range 8, Township of Devlin, County of Témiscamingue.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Témiscamingue at Ville-Marie, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED,
4367-35-4-o Belletterre, Québec.

Bureau-Chef

ALUMINUM POWER COMPANY, LTD.

Avis est donné que la compagnie Aluminum Power Company, Ltd. constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 20 mai 1937, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à la Chambre 2100, 1155 rue Metcalfe, l'a transporté à la Chambre 1700, Edifice Sun Life, Dominion Square, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce 17ème jour d'août 1943.

[Sceau] Le vice-président,
4386-o J. H. ALGER.

Chief-Office

ALUMINUM POWER COMPANY, LTD.

Notice is hereby given that Aluminum Power Company, Ltd. incorporated by Letters Patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act and dated May 20th, 1937, and having its Head Office in the City of Montreal where its office was situated up to day at Room 2100, 1155 Metcalfe Street, has moved it to Room 1700, Sun Life Building, Dominion Square, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal this 17th day of August, 1943.

[Seal] J. H. ALGER,
4386-o Vice-President.

Charte—Abandon de

Charter—Surrender of

Province de Québec, District de Montréal.

Province of Quebec, District of Montreal.

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que Amos Dawes Realty Company Limited demandera à S. E. le Lieutenant-Gouverneur, la permission d'abandonner sa charte.

Notice is hereby given that Amos Dawes Realty Company Limited will apply to His Honour the Lieutenant-Governor, for leave to surrender its Charter.

Montréal, 31 août, 1943.

Montreal, 31st August, 1943.

Le secrétaire,
W. W. ROBINSON.

W. W. ROBINSON,
Secretary.

4388-o

4388-o

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, prolongeant jusqu'au premier octobre 1944, la durée de l'ordonnance numéro 30 de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2477, du 27 août 1943.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending until October 1st, 1944, the duration of Ordinance number 30 of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order-in-Council number 2477, of August 27, 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 30

Ordinance No. 30

Manufactures de boîtes et autres objets de bois

Manufactures of Wooden Boxes and other Wooden Objects

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 30*: L'ordonnance n° 30 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les manufactures de boîtes et autres objets de bois, datée du 14 septembre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 21 septembre 1939, par arrêté portant le n° 2140, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 30 septembre 1939, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1 octobre 1944.

1. *Prolongation of Ordinance No. 30*: Ordinance No. 30 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Manufactures of Wooden Boxes and other Wooden Objects, dated September 14, 1939, approved by the Lieutenant-Governor-in-Council on September 21, 1939, by Order-in-Council No. 2140, published in the *Quebec Official Gazette* on September 30, 1939, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until October 1, 1944.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*.

2. *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Fait et passé à Québec, ce dixième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-trois.

Passed and dated at Quebec, this tenth day of the month of August, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Sceau)

(Seal)

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

Copie conforme,
Le secrétaire-général,
J.-E. SIMARD.

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary.

4395-o

4395-o

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Apostolic Church of Pentecost, dûment incorporée sous les lois du Dominion du Canada, s'adressera à la législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de reconnaître la dite église comme corporation ecclésiastique et d'accorder à ses membres le droit de tenir des registres des actes de l'état civil.

Montréal, 19 août, 1943.

Le procureur du requérant,
LOUIS E. CURRAN.

266 rue Saint-Jacques-ouest,
Montréal. 4348-35-4-o

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Apostolic Church of Pentecost, duly incorporated under the laws of the Dominion of Canada, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to recognize it as an Ecclesiastical Corporation and to grant its members the right to keep Registers of Acts of Civil Status.

Montreal, August 19th, 1943.

LOUIS E. CURRAN,
Attorney for Petitioner.

266 St. James Street, West,
Montreal. 4348-35-4-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que The New Zealand Insurance Company Limited, enregistrée sous le N° 456, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement N° 1559, qui l'autorise à compter du 5 avril 1943, à réaliser dans la Province de Québec des opérations relatives aux genres d'assurance suivants:

Incendie et accessoirement — agitation civile, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle, ouragan, perte de ou dommage causé à la propriété par des véhicules, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Bris de glace; Responsabilité civile; Transport intérieur; Vol.

Le bureau principal d'affaires de la compagnie dans la Province est fixé à 465 St-Jean, dans la cité de Montréal.

La Compagnie a nommé M. Jeoff W. Adrill, 465 St-Jean, Montréal, son agent principal et procureur dans la Province.

Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté ministériel N° 2227, daté du 19 août 1943, a exempté la compagnie de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province.

Donné, ce cinquième jour d'avril 1943 au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

J.-A. PARADIS,

L'Assistant Surintendant des assurances,
4389-36-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Department of Treasury Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The New Zealand Insurance Company Limited, registered under No. 456, has obtained the license and certificate of registration No. 1559, authorizing it, as from April 5th 1943, to transact in the Province the following classes of insurance:

Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, limited or inherent explosion, loss of or damage to property caused by vehicles, sprinkler leakage, windstorm; Automobile; Inland Transportation; Personal Property; Plate Glass; Public Liability; Theft.

The principal place of business of the Company in the Province is situate at 465 St. John, in the city of Montreal.

The Company has appointed Mr. Jeoff W. Adrill, 465 St. John, Montreal, its principal agent or attorney in the Province.

The Lieutenant-Governor-in-Council, by Order in Council No. 2227, dated August 19th 1943, has exempted the Company from making the deposit with the Treasurer of the Province.

Given this fifth day of April 1943 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

J.-A. PARADIS,

Assistant Superintendent of Insurance,
4389-36-2-o For the Treasurer of the Province.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel du 27 août 1943, d'accorder à monsieur J.-Georges Beaudry, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jacques l'Achigan, comté de Montcalm, la transmission des minutes, répertoire et index de monsieur J.-

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated August 27th, 1943, to grant to Mr. J.-Georges Beaudry, notary, residing and practising at Saint-Jacques l'Achigan, County of Montcalm, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. J.-Eugène-Edmond

Eugène-Edmond Marion, décédé, en son vivant notaire au même endroit, dans le district judiciaire de Joliette.

Québec, ce 31 août 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
4393-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel du 27 août 1943, d'accorder à monsieur Jean-Marc Roberge, notaire, demeurant et pratiquant à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index de feu V.-J. Morisset, en son vivant notaire au même endroit, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, ce 31 août 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
4394-o JEAN BRUCHESI.

Marion, deceased, in his lifetime notary of the same place, in the judicial district of Joliette.

Quebec, August 31st, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4393 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated August 27th, 1943, to grant to Mr. Jean-Marc Roberge, notary, residing and practising at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, the transfer of the minutes, repertory and index of the late V.-J. Morisset, in his lifetime notary of the same place, judicial district of Arthabaska.

Quebec, August 31st, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4394 Under Secretary of the Province.

Soumissions

VILLE DE BROMPTONVILLE.

Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le vingt-cinquième jour de septembre courant (1943), pour l'achat d'une émission de \$28,500.00 d'obligations de la Ville de Bromptonville, portant intérêt au taux de 3½% l'an, datées le 1er novembre 1943 et remboursables par séries du 1er novembre 1944 au 1er novembre 1968, intérêt semi-annuel le 1er mai et 1er novembre et capital annuellement le 1er novembre, payables à la Banque Canadienne Nationale, à Bromptonville, Sherbrooke, Montréal et Québec.

Cette émission a été approuvée par la Commission Municipale de Québec et par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Lesdites obligations comportent une clause de rachat anticipé au pair et elles pourront être enregistrées quant au capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance ordinaire du conseil qui sera tenue le 25 septembre courant (1943) à huit heures de l'après-midi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, le 1 septembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4387-o J.-A. OUELLET.

Tenders

TOWN OF BROMPTONVILLE.

Province of Quebec.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", shall be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon on Saturday, the twenty-fifth day of September, 1943, for the purchase of \$28,500.00 of bonds of the Town of Bromptonville, bearing interest at the rate of 3½% per annum, dated November 1st, 1943, and redeemable serially from the 1st of November, 1944, to the 1st of November, 1968, semi-annual interest May and November 1st., and principal annually on November 1st., payable at The Banque Canadienne Nationale, at Bromptonville, at Montreal, at Quebec and at Sherbrooke.

This issue has been approved by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

The said bonds bear a redemption clause before maturity at par value and will be registered as to principal.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of this issue.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a regular sitting of the Town Council, to be held on September 25th, 1943, at eight o'clock P.M.

The Town Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Bromptonville, September 1st, 1943.

J. A. OUELLET,
4387-o Secretary-Treasurer.

Vente pour taxes municipales

VILLE DE BARKMERE

COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité susdite, que les propriétés ci-après décrites seront

Sale for Municipal Taxes

TOWN OF BARKMERE

COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that properties hereinafter described

vendues au bureau de poste de Barkmere, MERCREDI, le 29 SEPTEMBRE 1943, à 10 heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec les intérêts accrus et ceux qui s'y ajouteront et les frais, à moins que les taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Ces certains lots de terre désignés dans le livre de renvoi des cantons d'Arundel et Montcalm dans le comté d'Argenteuil.

Canton d'Arundel

1. Ulric Fournier:—Les lots suivants de la subdivision Spencer du lot 2, rang 6.
2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8, 2-20
demi-sud 2-116, 2-117 un tiers-sud de la partie non-subdivisée du lot 2, rang 6.

2. Ferdinand Labrosse:—Le lot 5, rang 5, à l'exclusion d'un acre, plus ou moins, appartenant à Domina Labrosse situé dans le coin nord-ouest, et les maisons appartenant à Emile et René Labrosse.

3. C. W. Spencer:—Les lots suivants dans la subdivision Spencer du lot 2, rang 6.
2-21, 2-23, 2-24, 2-27, 2-37, 2-82.

Canton de Montcalm

4. C. W. Spencer:—Le nord-ouest du lot 10, rang 4.

5. C. W. Spencer:—La partie nord du lot 19, rang 6, se trouvant au sud du lac Bark.

Le secrétaire-trésorier,

4351-35-2

C. L. REEVE.

will be sold at the post office in Barkmere, on WEDNESDAY, SEPTEMBER 29th, 1943, at 10 o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes, plus interest accrued, and to accrue thereon and costs, unless taxes, interest and cost be paid before the sale.

Those certain lots of land designated in the book of references of the townships of Arundel and Montcalm in the county of Argenteuil.

Township of Arundel

1. Ulric Fournier:—The following lots in the Spencer subdivision in the lot 2, Range 6.
2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8, 2-20
South Half 2-116, 2-117, South one third of unsubdivided part of Lot 2, Range 6.

2. Ferdinand Labrosse:—Lot 5, Range 5, excluding one acre more or less belonging to Domina Labrosse situated in the North West Corner, and houses belonging to Emile and René Labrosse.

3. C. W. Spencer:—The following lots in the Spencer subdivision in Lot 2, Range 6.
2-21, 2-23, 2-24, 2-27, 2-37, 2-82.

Township of Montcalm

4. C. W. Spencer:—North West of lot 10, Range 4.

5. C. W. Spencer:—North Part of lot 19, Range 6, lying South of Bark Lake.

C. L. REEVE,

4351-35-2-o

Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } BANQUE CANADIENNE-
219944 } NE NATIONALE, deman-
deresse; vs GEORGE WILLIAM NOSE-
WORTHY et H. MURRAY GARDNER,
ès-qualité de syndic, défendeurs; et H. MURRAY
GARDNER, curateur au délaissement.

Cet emplacement ayant front sur l'avenue Manning, dans la Cité de Verdun, connu sous le N° 83 de la subdivision du lot originaire N° 4680 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant 25 pieds de largeur par 94 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison y érigée portant les Nos civiques 376 et 378 de la dite Avenue Manning, et dont les deux murs de pignon sont mitoyens et avec d'autres immeubles y érigés, et aussi le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle conduisant au dit emplacement, en la possession de H. Murray Gardner, curateur au délaissement en cette cause.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPT OCTOBRE prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,

L. P. CAISSE

Bureau du shérif,
Montréal, 31 août 1943.

[Première publication, 4 septembre 1943]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } BANQUE CANADIENNE
219944 } NATIONALE, plaintiff;
vs GEORGE WILLIAM NOSEWORTHY and
H. MURRAY GARDNER, es-qualité of trustee,
defendants; and H. MURRAY GARDNER,
curator to the abandonment.

That emplacement fronting on Manning avenue, in the City of Verdun, known under No. 83 of the subdivision of the original lot No. 4680, on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, measuring 25 feet in width by 94 feet in depth, English measure and more or less—with a house thereon erected, bearing civic Nos. 376 and 378 of said Manning avenue, and the two gable-end walls whereof are party-walls (mitoyens) and with other buildings thereon erected, and also right of way, in common with all others in the lane leading to the said emplacement, in the possession of H. Murray Gardner, curator to the abandonment in this cause.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office,

Montreal, August 31st, 1943.

[First publication, September 4th, 1943]

Sheriff.

4396-36-2

QUÉBEC*Fieri Facias*
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC;**
 N° 547/42 } contre ALBERTINE
 LÉGARE, épouse séparée de biens de Chs.
 Édouard Bégin, tous deux de la Cité de Montréal,
 dans le district de Montréal, et le dit CHS.
 ÉDOUARD BÉGIN, mis en cause pour autori-
 ser et assister sa dite épouse, à savoir:

La subdivision N° 1 (un) du lot N° 380 (trois
 cent quatre-vingt) du cadastre officiel pour
 le quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant
 un immeuble situé sur la rue St-Anselme, avec
 les bâtisses dessus construites, circonstances et
 dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité
 de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de
 SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du ma-
 tin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
 Québec, ce 18 août 1943. L. LAPIERRE.
 4323-34-2-o
 [Première publication, 21 août 1943]
 [Deuxième publication, 4 septembre 1943]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC;**
 N° 1988/40 } contre J. LACTANCE
 POULIOT, de notre Cité de Québec, dans notre
 district de Québec, à savoir:

Le lot N° 2021 (deux mille vingt et un) du ca-
 dastre officiel pour le quartier St-Pierre, mainte-
 nant quartier Champlain, de la Cité de Québec,
 étant un emplacement situé sur la rue St-Paul,
 mesurant environ 28 pieds de front, 35 pieds et
 6 pouces en arrière, sur la rue de la Canoterie,
 47 pieds de profondeur sur le côté est et 44 pieds
 de profondeur du côté ouest, contenant en su-
 perficie environ 1410 pieds, mesure française,
 sans garantie aucune de mesure, avec les bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépen-
 dances.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de
 Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEP-
 TEMBRE 1943.

Bureau du Shérif, Le député-shérif,
 Québec, ce 19 août 1943. JOS. ALBERT DELÂGE.
 4327-34-2-o
 [Première publication, 21 août 1943]
 [Deuxième publication, 4 septembre 1943]

SAINT-FRANÇOIS*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

District de St-François, } **ALDEN ALLISON,**
 Sherbrooke, } barbier, du village
 Cour Supérieure, } de Bury, district de
 N° 3067 } St-François, deman-
 deur; vs STANLEY SEMPLÉ, du canton de
 Bury, district de St-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:
 Les lots 22A et 23A du rang 5, du canton de
 Bury, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de
 l'église paroissiale de St-Raphaël de Bury,
 JEUDI, le SEPT OCTOBRE 1943, à TROIS
 heures p.m.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Sherbrooke, le 31 août 1943. J. P. C. LEMIEUX.
 4397-36-2-o
 [Première publication, le 4 septembre 1943]

QUEBEC*Fieri Facias*
Recorder's Court

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 547/42 } against ALBERTI-
 NE LÉGARE, wife separate as to property of
 Chs. Édouard Bégin, both of the City of Mont-
 real, in the district of Montreal, and the said
 CHS. ÉDOUARD BÉGIN, mis en cause to au-
 thorize and assist his said wife, to wit:

Subdivision No. 1 (one) of lot No. 380 (three
 hundred and eighty) of the official cadastre for
 St. Roch Ward, of the City of Quebec, being an
 immovable situate on St. Anselme street—with
 the buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec,
 on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEM-
 BER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
 Québec, August 18th, 1943. Sheriff.
 4323-34-2
 [First publication, August 21st, 1943]
 [Second publication, September 4th, 1943]

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 1988/40 } against J. LACTANCE
 POULIOT, of Our City of Quebec, in Our Dis-
 trict of Quebec, to wit:

Lot No. 2021 (two thousand and twenty-one)
 on the official cadastre for St-Pierre ward, now
 Champlain ward, of the City of Quebec, being an
 emplacement situate on St. Paul street, measur-
 ing about 28 feet in front, 35 feet and 6 inches in
 rear on de la Canoterie street, 47 feet in depth on
 the East side and 44 feet in depth on the West
 side, containing about 1410 feet in area, French
 measure, without any guarantee as to measure-
 ment—with the buildings thereon erected, cir-
 cumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec,
 on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEM-
 BER, 1943.

Sheriff's Office, JOS. ALBERT DELÂGE,
 Québec, August 19th, 1943. Deputy Sheriff.
 4327-34-2
 [First publication, August 21st, 1943]
 [Second publication, September 4th, 1943]

SAINT FRANCIS*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

District of St. Francis, } **ALDEN ALLISON,**
 Sherbrooke, } barber, of the
 Superior Court, } town of Bury, dis-
 No. 3067 } trict of St. Francis,
 plaintiff; vs STANLEY SEMPLÉ, of the town-
 ship of Bury, district of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
 Lots 22A and 23A in range 5th, of the township
 of Bury, with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", at the door of the paro-
 chial church of St. Raphaël de Bury, THURS-
 DAY, the SEVENTH of OCTOBER 1943, at
 THREE p.m.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
 Sherbrooke, August the 31st 1943. Sheriff.
 4397-36-2-o
 [First publication, September the 4th 1943]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada,
Province of Québec,
District des Trois-Rivières,
N° 7805. } LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-LUC, corporation légalement constituée, ayant son bureau d'affaires en la municipalité de la dite paroisse, demanderesse; vs JOSEPHAT THIBEAULT et CLÉMENT THIBEAULT, de la municipalité de la paroisse de St-Luc, défendeurs.

Comme appartenants aux dits défendeurs, savoir:

1. Une terre située dans le troisième rang de la paroisse de St-Luc, faisant partie du lot numéro deux cent soixante et cinq (P. 265) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Luc, Comté de Champlain, contenant un arpent et demi de largeur, sur vingt-quatre arpents plus ou moins de profondeur, borné en front au chemin public, en profondeur à Jacques Dontigny ou représentants, au Nord-Ouest à Edmond Hamelin ou représentants et au Sud-Est à Dosithée Cossette ou représentants, circonstances et dépendances.

2. Une terre située en la paroisse de St-Luc, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatre (N° 284) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, circonstances et dépendances.

3. Une terre située en la paroisse de St-Luc, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (N° 286) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Une terre située en la paroisse de St-Luc, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept (N° 287) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc de Vincennes, MARDI le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE, 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, ce 10 août, 1943. 4279-33-2-o
[Première publication, 14 août 1943]

L. P. MERCIER.

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada,
Province of Québec,
District of Trois-Rivières,
No. 7805. } THE CORPORATION OF THE PARISH OF ST-LUC, a body politic and corporate, having its business office in the Municipality of the said Parish, plaintiff; vs JOSEPHAT THIBEAULT and CLÉMENT THIBEAULT, of the Municipality of the Parish of St-Luc, defendants.

As belonging to said defendants, to wit:

1. A farm situate in the third Range of the Parish of St-Luc, forming part of lot number two hundred and sixty-five (Pt. 265) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Luc, County of Champlain, measuring one and one half arpent in width by twenty-four arpents, more or less, in depth, bounded in front by the public road, on the depth by Jacques Dontigny, or representatives, on the Northwest by Edmond Hamelin or representatives, and on the Southeast by Dosithée Cossette or representatives — circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the Parish of St-Luc, known and designated under number two hundred and eighty-four (No. 284) on the official plan and in the book of reference for the said Parish — circumstances and dependencies.

3. A farm situate in the Parish of St-Luc, known and designated under number two hundred and eighty-six (No. 286) on the official plan and in the book of reference for the said Parish — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A farm situate in the Parish of St-Luc known and designated under number two hundred and eighty-seven (No. 287) on the official plan and in the book of reference for the said Parish — circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of St-Luc de Vincennes, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 10th, 1943. 4279-33-2
[First publication, August 14th, 1943]

Sheriff.

Nominations

N° 206-el

Québec, le 20 août 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943, de nommer M. Conrad Brault, de Bellerive-Station, et M. René Gagné, de Lac Blanc, au poste de commissaires d'écoles, pour la municipalité scolaire de Bellerive, comté de Labelle.

Québec, le 26 août 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943, de nommer M. Stanislas Borduas commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Charles, paroisse, dans le comté de St-Hyacinthe.

N° 482-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du

Appointments

No. 206-el

Quebec, August 20th, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 20th, 1943, to appoint Mr. Conrad Brault, of Bellerive-Station, and Mr. René Gagné, of Lac Blanc, School Commissioners for the School Municipality of Bellerive, County of Labelle.

Quebec, August 26th, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 20th, 1943, to appoint Mr. Stanislas Borduas, School Commissioner for the School Municipality of St-Charles, Parish, in the County of St-Hyacinthe.

No. 482-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated

20 août 1943 de nommer M. Charles Bolduc et M. Eugène Bélisle au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Décarie, dans le comté de Labelle.

N° 482-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943 de nommer M. John Dennie au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Dunstan, dans le comté de Québec.

N° 136-el

Québec, le 27 août 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943 de nommer M. Henri Bouchard commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire d'Ascot Corner, dans le comté de Sherbrooke.

N° 238-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943, de nommer M. Ulric Saint-Onge commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Boniface-de-Shawinigan, comté de St-Maurice.

N° 738-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943 de nommer M. Edgar Larose commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Grenville, N° I, dans le comté d'Argenteuil.

N° 1237-el

J'ai plaisir de vous informer que M. Auguste Deauteuil, cultivateur, a été nommé commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Moïse, Village, dans le comté de Matapédia, par arrêté ministériel en date du 20 août 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943, de nommer MM. Sylvio Gaudet et Gérard Beauregard, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Placide-de-Béarn, dans le comté de Témiscamingue.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 août 1943 de nommer M. Elmeri Savard commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Callières, dans le comté de Charlevoix.

4382-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 11 juin 1943.

M. Albert Rivard, avocat, de Sherbrooke: député-protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, à compter du 16 juin 1943.

Québec, le 10 juillet 1943.

M. Jean-Marie Dufresne, de la cité de Montréal: statisticien-adjoint au Service de placement,

the 20th of August, 1943, to appoint Mr. Charles Bolduc and Mr. Eugène Bélisle, School Commissioners for the School Municipality of Décarie, in the County of Labelle.

No. 482-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 20th of August, 1943, to appoint Mr. John Dennie, School Commissioner for the School Municipality of Saint-Dunstan, in the County of Quebec.

No. 136-el

Quebec, August 27th, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 20th, 1943, to appoint Mr. Henri Bouchard, School Commissioner for the School Municipality of Ascot Corner, in the County of Sherbrooke.

No. 238-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 20th August, 1943, to appoint Mr. Ulric Saint-Onge, School Commissioner for the School Municipality of St-Boniface-de-Shawinigan, County of St-Maurice.

No. 738-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 20th, 1943, to appoint Mr. Edgar Larose, School Commissioner for the School Municipality of Grenville, No. I, in the County of Argenteuil.

No. 1237-el

We are pleased to inform you that Mr. Auguste Deauteuil, farmer, has been appointed School Commissioner for the School Municipality of St-Moïse, Village, in the County of Matapédia, by Order in Council dated the 20th of August, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 20th, 1943, to appoint Messrs. Sylvio Gaudet and Gérard Beauregard, School Commissioners for the School Municipality of St-Placide-de-Béarn, in the County of Témiscamingue.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 20th of August, 1943, to appoint Mr. Elmeri Savard, School Commissioner for the School Municipality of Callières, in the County of Charlevoix.

4382

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, June 11th, 1943.

Mr. Albert Rivard, advocate, of Sherbrooke: to be Deputy-Prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis, from and after the 16th of June, 1943.

Quebec, July 10th, 1943.

Mr. Jean-Marie Dufresne, of the City of Montreal: to be assistant statistician in the

dans le département du Travail, et ce, à compter du 1er juillet 1943.

Québec, le 11 août 1943.

M. Valmore Gratton, de Montréal: aviseur technique au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Québec, le 19 août 1943.

M. Horace Béland, cultivateur, Evain, Cté Témiscamingue, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph Villeneuve, sacristain, St-Nazaire, canton Taché, comté de Chicoutimi, P.Q.: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Chicoutimi.

M. Frank Allen, contracteur, de Lost River, comté d'Argenteuil: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Terrebonne.

M. J.-Denis Martin, comptable licencié, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Florent Robitaille, contremaître-fileur à la "Penman's Ltd.", 11 rue St-Charles, village de Providence, St-Hyacinthe, P.Q.: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de St-Hyacinthe.

M. L.-P. Belisle, paie-maître, de Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Kamouraska et de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J. P. Stewart, comptable, Clarke City, comté de Saguenay: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Marc-Edouard Déry, de Shawinigan-Falls, greffier de la Cour de magistrat du district électoral de St-Maurice, à Shawinigan Falls: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district des Trois-Rivières, telle juridiction cependant devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoena et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.

4403-o

Employment Service of the Department of Labour, and such, from and after the 1st of July, 1943.

Quebec, August 11th, 1943.

Mr. Valmore Gratton, of Montreal: to be technical advisor in the Department of Trade and Commerce.

Quebec, August 19th, 1943.

Mr. Horace Béland, farmer, Evain, Co. of Temiscamingue, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Joseph Villeneuve, sacristan, St-Nazaire, Township of Taché, County of Chicoutimi, P.Q.: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Chicoutimi.

Mr. Frank Allen, contractor, of Lost River, County of Argenteuil: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Terrebonne.

Mr. J.-Denis Martin, licensed accountant, Ste-Agathe-des-Monts, County of Terrebonne, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Florent Robitaille, foreman-spinner at "Penman's Ltd.", 11 St. Charles street, Village of Providence, St. Hyacinthe, P.Q.: to be a Peace Commissioner for the judicial district of St. Hyacinthe.

Mr. L. P. Belisle, paymaster, of Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Kamouraska and Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. J. P. Stewart, accountant, Clarke City, County of Saguenay: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Marc-Edouard Déry, of Shawinigan Falls, clerk of the Magistrate's Court of the electoral district of St. Maurice, at Shawinigan Falls: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15), with jurisdiction over the district of Trois-Rivières, such jurisdiction, however, should be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, also the receiving of sureties and to the adjournment of cases, either alone when the law permits, either with another justice of the peace when the law gives the jurisdiction to two justices of the peace.

4403

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163),

1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, dont le siège social est situé dans la cité de Valleyfield, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2478, du 27 août 1943.

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 septembre 1943. 4390-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1464, du 17 juin 1942, modifié par l'arrêté en conseil numéro 2116, du 21 août 1942, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec:

Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX.—*Avis de congé*.—Les vacances sont prises entre le 1er juin et le 30 septembre et l'employeur doit choisir la période de vacance de chacun de ses salariés et l'en aviser 15 jours à l'avance. Il doit y avoir entente entre l'employeur et le salarié si l'on veut faire exception à cette règle."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4391-0

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1143, du 13 mai 1942, subsequmment prolongé jusqu'au premier septembre 1943, a été de nouveau prolongé jusqu'au 15 octobre 1943, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 2479, du 27 août 1943.

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 septembre 1943. 4392-0

ERRATUM

Le ministère du Travail donne avis, par les présentes, que l'avis de modification publié dans la livraison du 14 août, 1943, de la *Gazette officielle de Québec*, page 1441, concernant le décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la cité de Hull et la ville de Buckingham, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.," Zone I, paragraphe "b", doivent se lire comme suit:

that the constitution and by-laws of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Salaberry of Valleyfield, whose corporate seat is in the city of Valleyfield, have been approved by Order in Council number 2478, of August 27, 1943.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4390-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Paint Industry has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1464, of June 17, 1942, modified by Order in Council number 2116, of August 21, 1942, relating to the paint industry in the Province of Quebec:

That section IX be replaced by the following:

"IX.—*Notice of holidays*.—Holidays are given in that time most convenient to employers within the period from the 1st of June to the 30th of September, but employees must be notified fifteen days in advance. Any exception to these rules to be by mutual agreement."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4391-0

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1143, of May 13, 1942, subsequently extended until September 1, 1943, has again been extended until October 15, 1943, with the same rate and conditions, by Order in Council number 2479, of August 27, 1943.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4392-0

ERRATUM

The Department of Labour hereby gives notice that the notice of modification published in the *Quebec Official Gazette* on August 14, 1943, page 1441, concerning the decree number 2246, of August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Hull and the Town of Buckingham, is corrected in the following manner:

The words "On Saturday and holiday eves: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.," Zone I, subsection "b", shall read as follows:

"Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.30 a.m. à 8.00 p.m.;"

Le sous-ministre adjoint,

J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,

Québec, ce 4 septembre, 1943.

4398-o

"On Saturday and holiday eves: from 8.30 a.m. to 8.00 p.m.;"

J. O'CONNELL-MAHER,

Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,

Quebec, September 4, 1943.

4398-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers du district de Saint-François, établi en exécution du décret numéro 2163, du 20 août 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2481 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 août 1943 au 23 août 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le barbier qualifié le moins rémunéré, soit \$13.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et de leurs pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception du prélèvement, le Comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels régis par le décret des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir son rapport dûment signé et accompagné de la cotisation, dans les dix jours qui suivent la fin de chaque mois.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective; le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre, 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire des barbiers du district de St-François, pour la période comprise entre le 23 août 1943 et le 23 août 1944.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS DU DISTRICT DE ST-FRANÇOIS

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 23 août 1943 et le 23 août 1944.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers for the District of St. Francis, formed under decree No. 2163, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 2481, of August 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from August 28, 1943, to August 23, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the lowest-paid skilled barber, namely \$13.00 per week.

c) The employees, governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers governed by the decree with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums to be sent to the Parity Committee.

The professional employer shall retain from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed and sent to the Parity Committee, together with the assessments, within the ten days following the end of the month.

The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations on the following dates: September 30 and December 31, 1943, March 31 and June 30, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers for the District of St. Francis, for the period comprised between August 23, 1943, and August 23, 1944.

THE JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS FOR THE DISTRICT OF ST. FRANCIS

Estimate of the receipts and disbursements, for the period between August 23, 1943, and August 23, 1944.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 60.00
Cotisations des salariés.....	75.00
Cotisations des artisans.....	325.00
Recettes diverses, examens.....	100.00
	<u>\$ 560.00</u>

Dépenses:

Salaires, frais de déplacement..	\$ 185.00
Frais légaux.....	100.00
Annonces dans les journaux...	25.00
Vérification des livres.....	15.00
Papeterie, timbres.....	35.00
Loyer.....	35.00
Divers.....	165.00
	<u>\$ 560.00</u>

Le sous-ministre adjoint du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4405-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2482 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis au dit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 17 juillet 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$15.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$ 60.00
Employees' assessments.....	75.00
Artisans' assessments.....	325.00
Various receipts: examinations.....	100.00
	<u>\$560.00</u>

Expenses:

Salaries, travelling expenses...	\$ 185.00
Legal charges.....	100.00
Publication in newspapers.....	25.00
Audition of books.....	15.00
Stationery, stamps.....	35.00
Rent.....	35.00
Miscellaneous.....	165.00
	<u>\$560.00</u>

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4405-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield, formed under decree No. 1823, of July 10, 1943, has been authorized by a by-law approved by order in council No. 2482, of August 27, 1943, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, Chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to July 17, 1944; such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay list.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for the journeyman, namely \$15.00 (minimum wage rate fixed by decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums paid to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre, 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire de barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, pour la période se terminant le 17 juillet 1944.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

État des recettes et des dépenses probables pour la période se terminant le 17 juillet 1944.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels, artisans et salariés.....\$ 281.52

Dépenses:

Frais de déplacement des inspecteurs...\$ 25.00
Frais légaux.....75.00
Impression et papeterie.....40.00
Timbres-poste, assurance, téléphone...26.52
Frais des délégués.....30.00
Frais d'enquête.....15.00
Vérification des livres.....10.00
Imprévus.....10.00
Salaire du secrétaire.....50.00

\$ 281.52

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4406-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 1464, du 17 juin 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2486, du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1943 au 1er août 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{8}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{8}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.40 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday, following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30, December 31, 1943, March 31 and June 30, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield, for the period ending July 17, 1944.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF SALABERRY OF VALLEYFIELD

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending July 17, 1944.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers, artisans and employees.....\$ 281.52

Expenses:

Travelling expenses of inspectors.....\$ 25.00
Legal charges.....75.00
Printing and stationery.....40.00
Stamps, insurance and telephone.....26.52
Expenses of delegates.....30.00
Investigation expenses.....15.00
Audition.....10.00
Unforeseen expenses.....10.00
Salary of the secretary.....50.00

\$ 281.52

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4406-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1464, of June 17, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2486, of August 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of September, 1943 to the 1st of August, 1944 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{8}$ of 1% of the fixed wages and the percentages paid to their employees.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, $\frac{1}{8}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, namely \$0.40 per hour (minimum wage rate fixed by the decree).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{8}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du comité conjoint de l'industrie de la peinture, pour la période comprise entre le 1er août 1943 et le 1er août 1944.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE—MONTREAL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1943 et le 1er août 1944.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 1,650.00
Cotisation des salariés.....	1,650.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Déboursés:

Service du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$200.00 par mois).....	\$ 2,400.00
Frais légaux (estimé).....	200.00
Auditeur.....	100.00
Jetons de présence: 8 membres à \$5.00 par assemblée—\$40.00. 12 assemblées à \$40.00.....	480.00
Papeterie, taxes, timbres, etc.....	120.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4408-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, établi en exécution du décret numéro 2256, du 26 août 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro

* c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{8}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1943, March 31st and June 30th, 1944.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paint Industry for the period comprised between August 1st, 1943 and August 1st, 1944, is annexed thereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY—MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1st, 1943, and August 1st, 1944.

Receipts:

Levies of the professional employers.....	\$ 1,650.00
Levies of the employees.....	1,650.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Expenses:

Service of the Building Materials Joint Committee (12 months at \$200. per month).....	\$ 2,400.00
Legal charges (approx.).....	200.00
Auditor.....	100.00
Meeting expenses: 8 members at \$5.00 per meeting—\$40. 12 meetings at \$40.	480.00
Stationery, taxes, stamps, etc.....	120.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4408-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Shoe Industry, established under decree number 2256, of the 26th of August, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2484,

2484 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1943 au 31 août 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-après mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la chaussure, assujettis au décret numéro 2256, et amendements, doivent payer au comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes des deux sexes régies par l'article III, paragraphe 1, du décret;

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la chaussure, régis par l'article III, paragraphe 1, du décret numéro 2256, et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations;

c) Tous les artisans des deux sexes de l'industrie de la chaussure, régis par le décret numéro 2256 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société sera considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au comité paritaire (sur les formules fournies par ledit comité à cette fin) un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédant à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujettis audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport, doivent remettre au comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels, à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmise au comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la Convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, pour la période comprise entre le 1er jour de septembre 1943 et le 31ième jour d'août 1944.

of August 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Assessments

The period of levy shall extend from September 1st, 1943 to August 31st, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 2256 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay list for all persons of both sexes subject to section III, sub-section 1, of the decree.

b) All employees of both sexes of the shoe industry, governed by section III, sub-section 1, of decree number 2256 and amendments, shall pay an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, earnings or other remunerations.

c) All artisans of both sexes in the shoe industry, governed by decree number 2256 and amendments, working individually or in partnership, are subject to an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% on their wages. For the purposes of levy and of this regulation, the salary of each artisan working individually or in partnership shall be considered as being fixed to the amount paid to the journeyman receiving the lowest rate of pay.

Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall transmit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remunerations paid during the preceding month to all persons of both sexes, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Each artisan working individually or in partnership shall be under the same obligations as the professional employer as far as the payment of his own assessment is concerned.

Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1943, March 31st and June 30th, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Shoe Industry, for the period comprised between the 1st day of September 1943 and the 31st day of August, 1944.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CHAUSSURE DE LA PROVINCEEstimé des recettes et des dépenses du 1er sep-
tembre 1943 au 1er septembre 1944.

Recettes:

Cotisations:

Employeurs professionnels: $\frac{1}{2}$ de 1% de \$6,000,000.00.....	\$ 30,000.00
Salariés: $\frac{1}{2}$ de 1% de \$6,000,000.00..	30,000.00
	<u>\$ 60,000.00</u>
Mois d'exemption novembre et dé- cembre 1943.....	8,000.00
	<u>\$ 52,000.00</u>

Dépenses:

Frais généraux.....	600.00
Frais professionnels et judiciaires....	5,000.00
Frais de voyage des délégués, y com- pris les sous-comités.....	8,500.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau.....	1,900.00
Frais de voyage des inspecteurs.....	4,600.00
Agios, intérêt et échange.....	125.00
Loyer, éclairage.....	1,200.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	50.00
Mauvaises créances.....	100.00
Assurance et frais de cautionnement....	75.00
Poste, téléphone et télégraphe.....	1,200.00
Salaires.....	28,650.00
	<u>\$ 52,000.00</u>

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4407-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie du meuble de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3134, du 26 novembre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2485 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1943 au 31 août 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 3134 et amendements devront payer au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{8}$ (un huitième) de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret numéro 3134 et amendements sont tenus de verser au Comité Paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{8}$ (un huitième) de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels devront faire la remise de leurs cotisations mensuellement au Comité Paritaire.

PARITY COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF
THE PROVINCEEstimated receipts and disbursements from
September 1st, 1943 to September 1st, 1944.

Receipts:

Assessments:

Professional employers: $\frac{1}{2}$ of 1% of \$6,000,000.00.....	\$ 30,000.00
Employees: $\frac{1}{2}$ of 1% of \$6,000,000.00	30,000.00
	<u>\$ 60,000.00</u>
Months of exemption November and December 1943.....	8,000.00
	<u>\$ 52,000.00</u>

Disbursements:

General expenses.....	600.00
Professional and judicial fees.....	5,000.00
Travelling expenses of delegates, sub- committees included.....	8,500.00
Stationery, printing and office accesso- ries.....	1,900.00
Travelling expenses—inspectors.....	4,600.00
Agios, interest and exchange.....	125.00
Rent, Electricity.....	1,200.00
Business and water taxes.....	50.00
Bad credits.....	100.00
Insurance and security bonds.....	75.00
Postage, telephone and telegraph....	1,200.00
Salaries.....	28,650.00
	<u>\$ 52,000.00</u>

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4407-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 3134 of the 26th of November, 1937, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 2485 of August 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments shall extend from September 1st, 1943, to August 31st, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the said decree number 3134 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{8}$ (one-eighth) of 1% of the list of wages, bonuses, remunerations given to their employees governed by the said decree.

b) All the employees governed by the said decree number 3134 and amendments are required to pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{8}$ (one eighth) of 1% of their wages, commissions, bonuses or remunerations.

2. Mode of collection

All professional employers shall remit their assessments each month to the Parity Committee.

Les employeurs professionnels devront également percevoir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au Comité Paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité Paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'industrie du meuble de la Province de Québec, à compter du 1er septembre 1943 et jusqu'au 31 août 1944.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

Du 1er septembre 1943 au 31 août 1944.

Revenus probables:

Estimé des gages pour l'année.	\$ 2,000,000.
\$2,000,000. à 1/8 de 1% des employeurs professionnels.	\$ 2,500.00
\$2,000,000. à 1/8 de 1% des salariés.	2,500.00
Rapport d'une partie du surplus des exercices précédents.	1,530.00
	<u>\$ 6,530.00</u>

Dépenses probables:

Salaires: Administration—secrétaire, inspecteur, sténographe.	\$ 3,964.00
Frais de déplacement des membres du Comité.	600.00
Frais de déplacement des inspecteurs du Comité.	600.00
Loyer et éclairage.	508.00
Téléphone.	88.00
Frais légaux.	280.00
Vérification des livres.	80.00
Impressions et papeterie.	125.00
Timbres poste, téléphone L. D. et télégrammes.	125.00
Taxes d'affaires et d'eau.	60.00
Dépenses imprévues.	100.00
	<u>\$ 6,530.00</u>

Le sous-ministre adjoint,

J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4409-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2480 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163),

The professional employers shall also retain from the wages of their employees the sums owed to the Parity Committee and transmit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal from a professional employer to pay or to give the necessary information, he shall be given a five-days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1943, March 31st and June 30th, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from September 1st, 1943 to August 31st, 1944.

BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

From September 1st, 1943, to August 31st, 1944.

Probable revenues:

Estimate of the wages for the year	\$2,000,000.
Assessments of employers (1/8 of 1%) of \$2,000,000.	\$ 2,500.00
Assessments of employees (1/8 of 1%) of \$2,000,000.	2,500.00
Report of one part of the surplus of preceding periods of operation.	1,530.00
	<u>\$ 6,530.00</u>

Probable expenses:

Salaries: administration — Secretary, Inspector, Stenographer.	\$ 3,964.00
Travelling expenses of the members of the committee.	600.00
Travelling expenses of the inspectors of the committee.	600.00
Rent and lighting.	508.00
Telephone.	88.00
Legal fees.	280.00
Audition of books.	80.00
Printing and stationery.	125.00
Stamps, telephone (L. D. calls) and telegrams.	125.00
Business and water taxes.	60.00
Various expenses.	100.00
	<u>\$ 6,530.00</u>

J. O'CONNELL-MAHER,

Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4409-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree No. 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 2480, of August 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers,

à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation sera effective à compter du 31 août 1943, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 août 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2246, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret;

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246 sont tenus de verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$16.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret);

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 30 septembre 1943, 31 décembre 1943, 31 mars 1944, et 30 juin 1944.

Est annexé au présent règlement, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1944.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et déboursés prévus pour la période se terminant le 31 août 1944.

Recettes:

Cotisations:

Employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%) (barbiers).....	\$ 100.00
Artisans ($\frac{1}{2}$ de 1%) (barbiers).....	250.00
Salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%) (barbiers).....	100.00
Coiffeuses (employeurs, employés, et artisans).....	90.00
	\$ 540.00

the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from August 31, 1943, to August 30, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master-barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by the decree number 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based upon the amount of \$16.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree.)

c) The employees governed by the decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, percentages, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

The professional employers shall send their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send the said sums, every month, to the Parity Committee together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the required information, a notice of five (5) days shall be given requesting him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1943, March 31st and June 30th, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, for the period ending August 31, 1944.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 31, 1944.

Receipts:

Assessments:

Professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%) (barbers).....	\$ 100.00
Artisans ($\frac{1}{2}$ of 1%) (barbers).....	250.00
Employees ($\frac{1}{2}$ of 1%) (barbers)...	100.00
Female hairdressers (employers, employees and artisans).....	90.00
	\$ 540.00

Déboursés:

Services du secrétaire-correspondant.....	\$ 60.00
Services de l'Inspecteur.....	160.00
Frais de déplacement des membres du comité.....	150.00
Audition des livres.....	40.00
Loyer du bureau.....	30.00
Papeterie, articles de bureau.....	40.00
Frais de voyage d'inspection.....	60.00
	\$ 540.00

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1943. 4404-o

Disbursements:

Secretary's services.....	\$ 60.00
Inspector's services.....	160.00
Travelling expenses of committee's members.....	150.00
Audit charges.....	40.00
Office rent.....	30.00
Stationery, office equipment.....	40.00
Travelling expenses—inspections.....	60.00
	\$ 540.00

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 4, 1943. 4404-o

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2488

Québec, le 27 août 1943.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 364, du 12 février 1943, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille a présenté, au Ministre du Travail, deux requêtes à l'effet de modifier le décret numéro 364, du 12 février 1943, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal;

Attendu que l'une de ces requêtes a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 mai 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé, par décision rendue à sa séance du dix-sept août 1943, la mise en vigueur des amendements proposés dans ladite requête;

Attendu que l'autre requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 3 juillet 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 364 soit modifié de la façon suivante:

I.—Le paragraphe "b" de l'article III est radié et remplacé par le suivant:

"b.—*Soudeurs*:—i.—Le terme "Soudeur—Classe "A" désigne un ouvrier possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

ii.—Le terme "Soudeur—Classe "B" désigne un ouvrier possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique du métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2488

Quebec, August 27, 1943.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 364, of February 12, 1943, relating to the sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has presented to the Minister of Labour two requests to modify the decree number 364, of February 12, 1943, relating to the sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal;

Whereas one of these requests has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 29, 1943;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of August 17, 1943, has authorized the enforcement of the amendments contained in the said request;

Whereas the other requests has been published in the *Quebec Official Gazette* on July 3, 1943;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 364 be modified in the following manner:

1.—Subsection "b" of section III is stricken off and replaced by the following:

"b.—*Welders*:—i.—A "class "A" welder" is a man with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out all operations in his trade without direction from others.

ii.—A "class "B" welder" is a man with knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to work directly from detailed draw-

ter, d'après les plans et devis, les opérations de son métier, selon les instructions qu'il reçoit.

iii.—Le terme "Soudeur—Classe "C" désigne un ouvrier possédant une certaine connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

iv.—Le terme "Soudeur en série" désigne un ouvrier qui a travaillé au moins trois (3) mois comme aide-soudeur à \$0.45 de l'heure et qui peut alors commencer l'apprentissage requis pour devenir un soudeur de la classe "C".

2.—Le paragraphe "i" de l'article III est radié et remplacé par le suivant:

"i.—Aides:—Les aides sont des salariés des deux sexes qui assistent les ouvriers qualifiés."

3.—La classification "Soudeurs...\$0.70" mentionnée à l'article VI, paragraphe "a" est radiée et remplacée par les suivantes:

"Soudeurs—Classe "A".....	\$ 0.90
Soudeurs—Classe "B".....	0.80
Soudeurs—Classe "C".....	0.70
Soudeurs en série:	
premier semestre.....	0.50
deuxième semestre.....	0.55
troisième semestre.....	0.60
quatrième semestre.....	0.65

Subséquentement, ils sont éligibles comme "Soudeurs—Classe "C", à \$0.70 de l'heure, s'ils possèdent la compétence requise."

4.—Le paragraphe "i" de l'article VI est radié et remplacé par le suivant:

"i.—Salariées:	
inexpérimentées.....	0.32
après six semaines d'expérience.....	0.35
après le premier semestre.....	0.40

et les augmentations subséquentes seront basées sur la compétence, jusqu'à concurrence des taux prescrits par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, pour les salariés du sexe féminin, et ces dernières peuvent être employées sous la classification "aides des ouvriers de la production".

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

4399-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2489

Québec, le 27 août 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis, et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis, et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, ont présenté, au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 17 juillet 1943, de la *Gazette officielle de Québec*:

ings and able to carry out operations in his trade with directions from others.

iii.—A "class "C" welder" is a man with some knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials competent to carry out operations in his trade under supervision.

iv.—A "production welder" is a worker who has worked at least three (3) months, as helper, at .45 cts an hour when he shall be classified as an apprentice to become a class "C" welder."

2.—Subsection "i" of section III is stricken off and replaced by the following:

"i.—Helpers:—Helpers shall be workers, male or female, engaged to aid or give useful assistance to experienced workmen."

3.—The classification "Welders...\$0.70" appearing in section VI, subsection "a", is stricken off and replaced by the following:

"Welders — Class "A".....	\$ 0.90
Welders — Class "B".....	0.80
Welders — Class "C".....	0.70
Production welders:	
First six months.....	0.50
Second six months.....	0.55
Third six months.....	0.60
Fourth six months.....	0.65

After which they shall become eligible for the Class "C" welder classification, at \$0.70 per hour, if they qualify."

4.—Subsection "i" of section VI is stricken off and replaced by the following:

"i.—Female workers:	
Unskilled.....	0.32
After six weeks.....	0.35
After six months.....	0.40

and, thereafter, increases shall be granted and based on ability within the limit prescribed by the Regional War Labour Board for Quebec for female workers, and these may be employed under the classification of "helpers of production workers".

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4399-o

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2489

Quebec, August 27, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Lévis, and a radius of 10 miles from their limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Lévis, and a radius of ten (10) miles from their limits, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on July 17, 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé la mise en vigueur de la modification demandée, par une décision en date du 27 juillet 1943;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que l'article IV-A suivant soit ajouté audit décret numéro 1017:

"IV-A.—*Indemnité de vie chère*:—1.—Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 27 juillet 1943, tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés visés par ladite décision, autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre équivalant à 12.2 points, soit \$3.05 par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés touchant un salaire hebdomadaire de vingt-cinq dollars ou plus, ou 12.2% du salaire hebdomadaire pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars et pour toutes les salariées touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars.

2.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paye, lors de la remise du salaire pour cette période.

3.—Le chiffre de l'indemnité est variable et sera modifié conformément aux ordonnances générales émises par le Conseil national du travail en temps de guerre, le ou avant le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, selon les fluctuations dans l'indice du coût de la vie, de la façon suivante:

Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

a) vingt-cinq cents par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés touchant un salaire hebdomadaire de vingt-cinq dollars ou plus, et

b) un pour cent du salaire hebdomadaire pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars et pour toutes les salariées touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars;

c) le montant de l'indemnité ne doit être modifié que si l'indice du coût de la vie a varié d'un point entier ou davantage depuis la dernière ordonnance générale du Conseil national du travail en temps de guerre exigeant l'augmentation ou la diminution du montant de telle indemnité.

4.—L'indemnité n'est versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Nul employeur ne doit payer à un salarié une indemnité de vie chère pour le travail accompli ou la rémunération gagnée durant le surtemps.

5.—Lorsque, durant une semaine, un salarié fournit une période de travail inférieure au nombre normal des heures ouvrables de cette semaine, surtemps non compris, l'indemnité de vie chère à payer à ce salarié doit être cette portion de l'indemnité de vie chère payable pour la semaine entière qui aura été établie suivant la pro-

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board has authorized the enforcement of the modification requested, by a decision dated July 27, 1943;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the following section IV-A be added to the said decree number 1017:

"IV-A.—*Cost of living bonus*:—1.—Pursuant to the decision taken by the Regional War Labour Board for Quebec on July 27, 1943, every employer governed by the present decree shall pay to his employees subject to the said decision, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a cost of living bonus equivalent to 12.2 points, i.e. \$3.05 per week for all adult male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25.00 or more, or 12.2% of the weekly wages for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25.00 and for all female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.00.

2.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period, at the same time as wages are paid for such period.

3.—The amount of the said bonus is variable and shall be modified pursuant to general orders enacted by the National War Labour Board, on or before the 15th day of the months of February, May, August and November of each year, according to the changes in the cost of living index, in the following manner:

For each rise or fall of one point in the index, the increase or the decrease of the bonus shall be:

a) twenty-five cents per week for all adult male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25. or more, and

b) one per cent of the basic weekly wage rates for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25. and for female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.;

c) the amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living index number has changed one whole point or more since the last general order of the National War Labour Board requiring an increase or decrease in the amount thereof.

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. No employer shall pay a cost of living bonus to an employee in respect of work performed or wages earned during overtime.

5.—Where an employee works less than the normal number of working hours in a week, not including overtime, the cost of living bonus to be paid to him in respect of such week shall be that proportion of the cost of living bonus payable with respect to the whole of such week which the number of hours he actually worked

portion que représente le nombre des heures de travail réellement fournies par le salarié par rapport au nombre d'heures ouvrables de la semaine."

4400-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

is to the normal number of working hours in the week."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2490

Québec, le 27 août 1943.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 1185, du 13 mars 1940, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé et les parties des districts d'Arthabaska et Saint-François non régies par le décret affectant la région de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 1185, du 13 mars 1940, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé et les parties des districts d'Arthabaska et Saint-François non régies par le décret régissant les métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 15 octobre 1943.

4401-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2490

Quebec, August 27, 1943.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 1185, of March 13, 1940, and amendments, relating to the printing trades in the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé and those parts of the districts of Arthabaska and Saint-François not governed by the decree covering the Montreal district.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the decree number 1185, of March 13, 1940, and amendments, relating to the printing trades in the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé and those parts of the districts of Arthabaska and Saint-François not governed by the decree relating to the printing trades in the district of Montreal, be again extended until October 15, 1943.

4401-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle
de Québec, No 36

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Béliveau vs Béliveau.....	1546
Castonguay vs Guillemette.....	1547
Duhaut vs Séguin.....	1546

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

2488—Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal.....	1565
2489—Employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis.....	1566
2490—Métiers de l'imprimerie dans les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé et les parties des districts d'Arthabaska et Saint-François non régies par le décret affectant la région de Montréal.....	1568

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1541

AVIS DIVERS:

Belleterre Quebec Mines, Limited.....	1547
---------------------------------------	------

BUREAU-CHEF:

Aluminum Power Company, Ltd.....	1547
----------------------------------	------

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 36

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Béliveau vs Béliveau.....	1546
Castonguay vs Guillemette.....	1547
Duhaut vs Séguin.....	1546

ORDERS IN COUNCIL:

2488—Sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal.....	1565
2489—Dairy employees in the cities of Quebec and Lévis.....	1566
2490—Printing trades in the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé and those parts of the districts of Arthabaska and Saint-François not governed by the decree covering the Montreal district.....	1568

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1541

MISCELLANEOUS NOTICE:

Belleterre Quebec Mines, Limited.....	1547
---------------------------------------	------

CHIEF-OFFICE:

Aluminum Power Company, Ltd.....	1547
----------------------------------	------

CHARTER—ABANDON DE:

Amos Dawes Realty Company Limited. 1548

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 30—Manufactures de boîtes et autres
objets de bois. 1548

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Apostolic Church of Pentecost. 1549

DÉPARTEMENTS—Avis des:

TRAVAIL:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité
et du district de Hull. 1563
Barbiers du district de Saint-François. 1557
Barbiers et coiffeurs de Salaberry de Val-
leyfield. 1555
Barbiers et coiffeurs de Salaberry de Val-
leyfield. 1558
Industrie de la chaussure. 1560
Industrie de la peinture. 1556
Industrie de la peinture. 1559
Industrie des arts graphiques de Québec
et du district. 1556
Industrie du meuble de la province de
Québec. 1562
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse
dans la cité de Hull et la ville de
Buckingham (Erratum). 1556

TRÉSOR:

Assurances:

The New Zealand Insurance Company
Limited. 1549

LETTRES PATENTES:

Côté Bros & Burritt Limited. 1542
Dubois & Lamontagne Incorporée. 1543
Fine Art Flower Co. Ltd. 1543
Garrigan Wood Products Limited. 1543
Intercity Airlines Company. 1544
Le Camp de Santé du Comté de Drum-
mond. 1544
Rodeca Inc. 1545
The Bowl-O-Drome Limited. 1546

MINUTES DE NOTAIRES:

Beaudry, J.-Georges, en faveur de. 1549
Roberge, Jean-Marc, en faveur de. 1550

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles. 1553
Diverses. 1554

SOUMISSIONS:

Bromptonville, ville de. 1550

VENTE POUR TAXES:

Barkmere, ville de. 1550

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Montréal:

Banque Canadienne Nationale vs Nose-
worthy et al. 1551

CHARTER—SURRENDER OF:

Amos Dawes Realty Company Limited. 1548

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 30—Manufactures of wooden boxes
and other wooden objects. 1548

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Apostolic Church of Pentecost. 1549

DEPARTMENTAL NOTICES:

LABOUR:

Barbers and hairdressers of the city and
district of Hull. 1563
Barbers of the district of Saint Francis. 1557
Barbers and hairdressers of Salaberry de
Valleyfield. 1555
Barbers and hairdressers of Salaberry de
Valleyfield. 1558
Shoe industry. 1560
Paint industry. 1556
Paint industry. 1559
Graphic arts industry of Quebec and
District. 1556
Furniture industry of the Province of
Quebec. 1562
Barber and hairdresser trades in the city
of Hull and the town of Buckingham
(Erratum). 1556

TREASURY:

Insurance:

The New Zealand Insurance Company
Limited. 1549

LETTERS PATENT:

Côté Bros & Burritt Limited. 1542
Dubois & Lamontagne Incorporée. 1543
Fine Art Flower Co. Ltd. 1543
Garrigan Wood Products Limited. 1543
Intercity Airlines Company. 1544
Le Camp de Santé du Comté de Drum-
mond. 1544
Rodeca Inc. 1545
The Bowl-O-Drome Limited. 1546

NOTARIAL MINUTES:

Beaudry, J.-Georges, in favour of. 1549
Roberge, Jean-Marc, in favour of. 1550

APPOINTMENTS:

School Commissioners. 1553
Miscellaneous. 1554

TENDERS:

Bromptonville, town of. 1550

SALE FOR TAXES:

Barkmere, town of. 1550

SHERIFFS' SALES:

Montreal:

Banque Canadienne Nationale vs Nose-
worthy et al. 1551

Québec:

Cité de Québec vs Légaré..... 1552
Cité de Québec vs Pouliot..... 1552

Saint-François:

Allison vs Semple..... 1552

Trois-Rivières:

Paroisse de St-Luc vs Thibeault *et al.*.... 1553

4410-o

Quebec:

City of Quebec vs Légaré..... 1552
City of Quebec vs Pouliot..... 1552

Saint Francis:

Allison vs Semple..... 1552

Trois-Rivières:

Parish of St-Luc vs Thibeault *et al.*..... 1553

4410-o